

ne sera pas long-temps ajourné. Les hommes intelligents de notre province ont toujours regretté les restrictions imposées au commerce intercolonial, et la dépêche du ministre des colonies de l'hiver dernier, interdisant aux législatures locales de lever des droits différentiels, a fait naître un sentiment de regret qu'elle s'appliquait aux colonies. Les fortes représentations qui ont été faites à ce sujet auront sans doute suggéré au ministre des colonies l'opportunité d'effectuer l'union des provinces plutôt qu'on ne l'aurait fait sans cela, et l'on croit que c'est dans ce but qu'il a autorisé la réunion du parlement de la Nouvelle-Ecosse : car il n'est guère probable qu'une session extraordinaire eût été annoncée dans une saison de l'année si peu commode, uniquement pour discuter la validité de l'union du Cap-Breton à la Nouvelle-Ecosse, tandis que cette question pouvait si facilement être remise à un autre temps.

Si, ce que nous avons entendu dire est vrai, ce sera une démarche importante pour le Nouveau-Brunswick.

Le *Neubrunswiker* revient sur ce sujet dans son numéro du 13, et exprime sa satisfaction de voir que le projet est favorablement accueilli presque de tous côtés.

AFRIQUE.

— On lit dans la *Patrie* du 5 juin :

« Des bruits de la nature la plus grave se sont répandus aujourd'hui sur des événements qui se seraient accomplis en Afrique. On disait que les garnisons de Biscara et de Djigelli, dans la province de Constantinople, avaient été entièrement égorgées, et l'on portait à un chiffre très élevé le nombre d'hommes composant cette garnison.

« Il n'a pas été question de ces bruits à la tribune, bien que l'on s'en préoccupât beaucoup dans la salle des Pas-Perdus, et que l'on montrât des lettres qui ne permettaient guère de douter de leur réalité.

« Les garnisons dont il est question ont, en effet, été surprises; mais la perte n'est pas aussi considérable qu'on l'avait dit d'abord. D'après nos renseignements, un certain nombre d'hommes de troupes françaises et environ cinquante hommes des troupes indigènes auraient été égorgés et auraient eu le cou coupé. A Biscara, un sergent-major et une femme qui avait accompagné un officier auraient seuls échappés au massacre des Français.

« Nous regrettons qu'aucun député n'ait songé à demander à M. le ministre de la guerre, lorsqu'il était à la tribune, des détails officiels, que nous eussions été heureux de publier, s'ils avaient diminué la gravité des faits que nous avons la douleur d'annoncer. »

TURQUIE.

— Les nouvelles de Constantinople, à la date du 18 mai, annoncent qu'un assassinat ayant été commis à Scala-Nuova, ville d'Anatolie, quelques individus soupçonnés d'en être les auteurs ont été soumis à la torture; l'un d'eux, vaincu par la douleur, a fini par désigner un chrétien, sujet anglais, comme coupable du crime. Le chrétien, quoique innocent, a été mis au cachot; faute de preuves, il a été relâché quelques jours après.

— Les ambassadeurs de France et d'Angleterre ont fait aussitôt une démarche simultanée auprès de la Porte pour demander l'abrogation de cette pratique monstrueuse, depuis longtemps abandonnée par l'Europe chrétienne, et contraire à l'esprit général des réformes dans lesquelles est entré l'empire ottoman.

Le grand-visir, Rifaat-Pacha, s'est rendu aux instances pressantes des deux ambassadeurs, et, avec un empressement qui lui a fait honneur, il a adressé aux pachas une circulaire énergique pour défendre l'usage de la torture, et a donné à cet égard à tous les pachas de l'empire des instructions très précises. Ainsi se trouve aboli en Turquie cet usage barbare qui, depuis plusieurs siècles, y a été constamment appliqué en matière criminelle.

— Le Sultan vient de quitter sa capitale pour un voyage de plaisir ou de santé qu'il entreprend en compagnie de son frère, Abdoul-Azis, et dans lequel il visitera les côtes du golfe de Mondania, les Dardanelles et quelques îles au delà de l'Helléspont. Les troubles de l'Albanie sont loin d'être éteints, et les nouvelles qui arrivent de cette partie de l'Empire sont de la nature la plus inquiétante. Les troupes impériales ont forcé deux défilés qui leur ouvrent l'entrée de l'Albanie, mais le pays tout entier est en pleine insurrection. La forteresse de Bérat est gardée par une garnison de 4,000 hommes, mais elle se trouve étroitement bloquée par l'insurrection albanaise. Tout en espérant que les troupes chargées de rétablir l'ordre suffiront à cette tâche, on doute cependant que les provinces d'Albanie et de Romélie puissent être de si tôt pacifiées.

— Les négociations relatives au rétablissement de la famille Schach dans l'émirat du Liban, sont momentanément interrompues, si elles ne sont entièrement abandonnées.

AMÉRIQUE.

Troubles de Philadelphie. — A la date des dernières nouvelles, qui sont du 13, la tranquillité continuait à régner à Philadelphie et l'on remarquait un changement favorable dans l'esprit de la multitude. Voici la fin de l'article du *Courrier des Etats-Unis* du 13, dont nous avons déjà donné le commencement :

« Nous ne saurions, dit-il, mieux apprécier le rôle joué par les natifs dans ce douloureux drame, que l'a fait un journal américain de Philadelphie, le *Times*, dont le jugement ne sera pas, autant qu'il pourrait l'être le nôtre, suspect de partialité. Voici donc l'énergique sentence portée par un améri-

cain contre des Américains, la loyale justification formulée par un protestant en faveur des catholiques :

« Voici la vérité toute nue : Le parti des américains natifs est divisé en deux fractions distinctes, — l'une, composée d'hommes intelligents, sages, loyaux, qui sont sincères dans leurs demandes de réforme, et ne veulent accomplir que par des moyens légitimes et pacifiques; — l'autre, formée du rebut de la société, de gens voués au pillage et au meurtre, voués surtout à la destruction des catholiques romains et à l'incendie de leurs temples religieux. Cette seconde fraction, malheureusement, est la plus agissante du nouveau parti, et ces malfaiteurs, encouragés par un ou deux organes du désordre qui incessamment quoiqu'avec hypocrisie, les poussent à des actes de violence, se sont audacieusement placés en direct et meurtrière hostilité avec les lois, avec la force militaire rassemblée pour maintenir la suprématie du gouvernement civil. Telle est la situation.

« Dimanche, la querelle était entre ces deux fractions des Américains natifs, dont l'une voulait détruire l'église St.-Philippe de Néri, tandis que l'autre s'efforçait de sauver cet édifice de la destruction, afin de conserver au parti son caractère de protecteur de la loi et de l'ordre. Depuis le début jusqu'à la fin de la lutte, ni les Irlandais, ni les Catholiques n'ont été engagés, directement ou indirectement, dans l'émeute, à l'exception de la compagnie des *Hibernia Greens*, qui obéissent aux ordres imprudents du major-général Patterson, et au péril de leur vie, ont pris et gardé possession de l'église, jusqu'à ce que, abandonnés par leurs compagnons d'armes, il leur a fallu se rendre et battre en retraite. Le conflit, nous le répétons, était originellement entre la portion respectable, tranquille, pacifique des natifs, et les émeutiers incendiaires qui sont politiquement attachés à ce parti. Mais, depuis dimanche, la lutte a été entre ces derniers et les troupes volontaires, entre un corps de soldats citoyens, dont le nombre a varié de 200 à 500 placés sous les ordres du grand-shérif du comté, et du major-général de la première division militaire, et une bande organisée, armée, dont le chiffre a varié de 500 à 1,500 hommes, gens d'un esprit turbulent, d'un caractère audacieux, pervers, fanatique. Le premier prétexte de mécontentement, pour les natifs, a été la présence d'un certain nombre de fusils de l'état, déposés dans l'église St.-Philippe pour la protéger. La constitution, la loi, la décision des tribunaux, le bon sens lui-même proclament le droit qu'ont les citoyens de s'armer et de prendre des précautions de défense pour protéger leur propriété contre les attaques d'une émeute. Le fait de placer des fusils dans l'église, bien que certainement il n'ait été imprudent, était parfaitement légitime à tous égards; et les natifs qui y ont vu une offense, les organes du désordre qui s'efforcent de faire persévérer les émeutiers dans leur résistance aux autorités, en faisant de ce fait une justification de leurs crimes ont assumé sur eux une terrible responsabilité; c'est sur leur tête que retombera, devant Dieu et devant les hommes, le sang qui a inondé nos rues et souillé notre communauté. Un grand nombre de natifs, nous sommes fiers de le dire, ont agi, dimanche, avec un honorable convenance. Mais leurs efforts furent impuissants. Ils ont, les premiers, jeté l'horrible cri de « A bas le Pape ! » et si ce cri provocateur des sentiments les plus haineux, des actes les plus coupables, a suscité une indomptable rage de destruction au sein des malfaiteurs ralliés à leur parti, nous pouvons avoir pitié pour leur erreur, mais nous ne devons pas l'oublier. Ce n'est pas assez pour ceux qui, parmi eux, sont bons et vertueux, de déplorer leur faute; il est trop tard, maintenant, pour qu'ils puissent échapper à l'odieuse responsabilité d'avoir occasionné des haines religieuses dont ils ne sauraient, sans frémir, considérer les sanglants résultats. »

— On écrit de Lima, 23 avril :

« Un des actes les plus honteux qui aient jamais souillé les annales de ce pays, vient d'être commis récemment. Le général Santa-Cruz, ex-protecteur de la confédération péruvienne, avait été rappelé avec instances par ses concitoyens de la Bolivie qui le suppliaient de venir les délivrer du joug tyrannique sous lequel les oppresse leur féroce président, Ballivian. Le vénérable patriote consentit à quitter sa retraite, et s'embarquant à Guayaquil, il réussit à débarquer dans un port péruvien dont la population l'accueillit avec enthousiasme. De là, Santa-Cruz se dirigea rapidement vers la Bolivie, et il était près de franchir la frontière lorsqu'il fut arrêté par un corps de troupes commandé par les généraux Nieto, Castillo et Cisneros, chefs du parti révolutionnaire qui cherche à renverser Vivanco, président actuel du Pérou. L'illustre prisonnier fut conduit à Moquegna.

« Le gouvernement du Chili, qui fait tous ses efforts pour empêcher la confédération péruvienne de se reconstruire et d'obtenir, dans l'Amérique du Sud, le rang élevé que lui assureraient ses richesses et sa population n'eut pas plutôt appris l'arrestation de Santa-Cruz, qu'il se hâta de prendre des mesures pour s'emparer de sa personne, et briser en lui tous les liens qui pourraient rattacher le Pérou et la Bolivie. Une frégate et une corvette chiliennes furent envoyées à Moquegna avec un commissaire chargé d'acheter Santa-Cruz à prix d'argent. Les trois généraux péruviens eurent la lâche infamie de se prêter à ce marché, et ils vendirent Santa-Cruz au gouvernement chilien, pour 3 mille onces d'or (\$34,000).

« Les navires chiliens retournèrent à Valparaiso avec leur prisonnier qui a dû, dit-on, être envoyé sous bonne escorte à Chillan, misérable village situé dans le sud du Chili. Cette honteuse transaction excita une vive indignation au sein des populations péruvienne et bolivienne, et les traitres, qui avaient ainsi vendu l'un des fondateurs de la liberté dans l'Amérique du Sud furent obligés de recourir au mensonge pour se venger de la vengeance.